

[Traduction]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE L'EX-ORATEUR DE LA CHAMBRE DES COMMUNES ET EX-GOUVERNEUR GÉNÉRAL, L'HONORABLE ROLAND MICHENER

Mme le Président: Les députés voudront saluer j'en suis sûr, l'ex-Orateur de la Chambre des communes et ex-Gouverneur général, l'honorable Roland Michener, ainsi que M^{me} Michener qui se trouvent à la tribune.

Des voix: Bravo!

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

ON DEMANDE AU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION DE RECEVOIR LA BANDE INDIENNE BIGSTONE

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Il sait sans doute que 80 membres de la bande Cri de Bigstone ont entrepris de parcourir 250 milles à pied pour se rendre du nord de l'Alberta à Edmonton. Par cette marche ils lancent un appel désespéré à la population canadienne afin d'obtenir une nouvelle entente qui leur garantisserait notamment des logements convenables, ayant l'eau courante et des égouts, un meilleur système d'enseignement, et surtout le progrès économique. Le ministre a promis de s'entretenir avec les Cris de Bigstone. Les recevra-t-il à leur arrivée à Edmonton le prochain week-end? Affectera-t-il des montants prélevés sur le Fonds de développement de l'Ouest pour favoriser le progrès économique des Cris de Bigstone?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, je me soucie tout autant que le député des conditions générales de vie que doivent affronter les autochtones, particulièrement en ce qui concerne le grand nombre d'entre eux dans l'ouest du Canada qui ont véritablement besoin de progresser sur le plan économique. Mais je lui rappelle qu'il y a eu des réunions. En fait, justement, il y en a eu une hier entre le directeur régional du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et le chef de la bande de Bigstone. Ils s'entretiennent à ce propos.

Nous avons fait savoir que nous étions tout à fait prêts à faire bon accueil à leurs demandes. Dès que nous pourrions nous entretenir avec eux ainsi qu'avec les autres chefs autochtones de tout le Canada pour mettre au point un plan global de développement économique, nous sommes prêts à le faire et nous sommes prêts à travailler avec eux pour trouver, nous l'espérons, des solutions concernant leur avenir.

M. Manly: Madame le Président, ces gens qui parcourent une distance de 250 milles à pied ont le droit de voir le ministre.

LA FOURNITURE DE CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Le ministre sait, et son prédécesseur l'a reconnu, que le problème qui se pose pour les Cris de Bigstone est le même pour toutes les bandes

Questions orales

d'Indiens d'un bout à l'autre du pays. Les Indiens en ont assez de s'entendre dire que s'ils obtiennent des crédits supplémentaires, ce sera au détriment d'une autre bande, dans une autre région.

Le ministre pourrait-il demander au cabinet de prévoir des crédits suffisants dans le budget supplémentaire pour permettre aux Indiens de sortir de ce cercle vicieux de pauvreté, de maladie, de logement insalubre et de stagnation économique? Le ministre est-il prêt à demander ces fonds au cabinet?

L'hon. John C. Munro (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Madame le Président, le député doit savoir que le rôle du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien est de toujours s'efforcer au sein du gouvernement, d'obtenir le plus de crédits possible pour ses programmes. C'est ce que je fais. Cela dit, je puis dire au député que dans le cas de la bande de Bigstone, un incident regrettable s'est produit au moment de la vérification de ses livres et lors de l'affectation des crédits avant que le Chef Beaver n'entre en fonction. Depuis lors, nous nous sommes efforcés de l'aider, comme le député d'Athabasca le sait sans doute. Nous avons fait le maximum pour éponger son déficit et lui donner une bonne base financière.

J'ajouterais que toutes les mesures que nous sommes disposés à prendre ont été communiquées à la fois au député de cette région et au chef de la bande.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES RÉSULTATS DE L'ENTRETIEN DU MINISTRE AVEC LE SECRÉTAIRE DE L'INTÉRIEUR DES ÉTATS-UNIS SUR LES PLUIES ACIDES

M. Maurice Foster (Algoma): Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Environnement. Considérant les préoccupations constantes que les pluies acides causent au Canada et la nouvelle volonté que le gouvernement américain ait l'intention de réduire les pouvoirs de contrôle que lui donne le Clean Air Act sur les pluies acides, le ministre peut-il nous donner l'assurance qu'à la suite de la réunion qu'il a eue avec le secrétaire à l'Intérieur, M. James Watt, la semaine dernière, les États-Unis ne vont pas réduire le pouvoir de contrôle que leur donne le Clean Air Act sur les pluies acides et qu'ils vont conclure un accord international pour le contrôle de ce problème?

L'hon. John Roberts (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement): Madame le Président, je remercie le député de sa question. Comme il l'a relevé, j'ai rencontré le secrétaire à l'Intérieur M. James Watt. Il a confirmé ce que le président nous a dit, c'est-à-dire que les États-Unis comptent entamer, comme initialement prévu, les négociations en vue de la conclusion d'un accord sur la pollution atmosphérique au début de l'été qui vient.

Je lui ai également fait part de nos préoccupations quant à l'éventualité de modifications au Clean Air Act qui priveraient le gouvernement américain des moyens de faire face aux obligations de caractère international qu'il a envers notre pays.